

Appréhender les reconfigurations discursives des “figures” de l’habitant et du citoyen en contexte local

Natacha Souillard¹

¹Université Toulouse 3 – Paul Sabatier – nat.souillard@gmail.com

Abstract

As a contribution to the present-day reflections regarding the citizenship transformations, and following our thesis work, we introduce hereby the methodology used to question the dialectic regarding characters as the “inhabitant” and the “citizen” in a local context. It will consist in highlighting the outlines and the areas of lexical convergence and divergence between these two characters, done on a specific territorial scale: the neighbourhood. Basing ourselves on the TGEN(s) method, then using mainly the Similarity Analysis, the Intertextual Distance Index and the Descending Hierarchical Classification which are implemented in the free software IRaMuTeQ, we question the lexical environment of these two forms in four textual corpora with different enunciation conditions.

Keywords: citizenship, inhabitant, citizen, territorial governance, lexicometry

Résumé

En vue de contribuer aux réflexions contemporaines quant aux transformations de la citoyenneté et dans la continuité de notre travail de thèse, nous proposons ici une présentation de la méthodologie utilisée pour questionner la dialectique entre les figures de l’« habitant » et du « citoyen » en contexte local. Il s’agit en cela de clarifier les contours, zones de convergence et de divergence lexicale entre ces deux figures et à l’échelle d’un territoire spécifique : le quartier. À partir de la méthode des Tgen(s), puis en mobilisant principalement l’Analyse de Similitude, l’indice de distance intertextuelle et la Classification Hiérarchique Descendante, implémentés dans le logiciel libre *IRaMuTeQ*, nous interrogeons l’environnement lexical de ces deux formes dans quatre corpus textuels aux conditions d’énonciation différentes.

Mots clés : citoyenneté, habitant, citoyen, gouvernance territoriale, lexicométrie

1. Introduction : les transformations contemporaines de la citoyenneté

A l’heure de la démocratie participative, l’habitant est de plus en plus sollicité par les pouvoirs publics, comme si participer à la vie locale prenait la forme d’une véritable « injonction civique » (Vedel, 2000). L’habitant pourrait dès lors être considéré comme un « citoyen localisé » ou « concret ». Les rôles sociaux attribués, tantôt à l’habitant, tantôt au citoyen, en raison principalement du développement de la participation citoyenne en contexte local, auraient ainsi tendance à présenter des contours flous (*Ibid.*).

Cette ambiguïté est par ailleurs encouragée par les appellations utilisées par l’action publique pour qualifier les instances participatives. Par exemple, les « conseils citoyens de quartier », instances créées par le législateur en 2015 dans le cadre de la Politique de la ville, semblent superposer ces deux figures, comme si elles devenaient consubstantielles, voire synonymiques. Plus largement les « nouveaux mouvements sociaux » à niveau global ou local tendent eux-aussi à travailler la notion de citoyenneté, comme en atteste par exemple le syntagme de « citoyen du monde » (Pleyers et Capitaine, 2016). Cependant, l’exercice de la

citoyenneté en tant que statut juridique porteur de droits civiques et de devoirs, reste dépendant, en France, de l'acquisition de la nationalité. Il est un statut auquel on accède ou non. Les ambiguïtés qui existent entre les usages discursifs des catégories de l'habitant et du citoyen peuvent ainsi être appréhendées au sein d'un large processus de reconfiguration des représentations de la citoyenneté et présentent des défis analytiques s'agissant de son objectivation.

L'enjeu est d'autant plus important que des auteurs ont contribué à démontrer que l'habitant était peu à peu devenu un acteur incontournable de la vie politique locale, passant du statut d'administré, destinataire des politiques publiques, à celui d'interlocuteur voire de partenaire, engagé dans les multiples expérimentations que la gouvernance territoriale charrie désormais dans son sillon (Bacqué et al., 2011).

Qu'en est-il dès lors des périmètres sémantiques de ces deux « objets discursifs » (Longhi, 2018) ? Si les concepts restent différents, l'usage tend-il réellement à rendre ces deux figures consubstantielles sinon interdépendantes ? Peut-on voir émerger lexicalement les traces d'une mutation des représentations de l'habiter et de la citoyenneté ?

Dans la continuité du travail de thèse¹ et afin de contribuer à l'étude des transformations contemporaines de la citoyenneté (Carrel et Neveu, 2014), nous proposons ici une présentation de la méthodologie utilisée pour questionner cette dialectique entre « habitant » et « citoyen » en contexte local. Il s'agit en cela de clarifier les contours des zones de convergence et de divergence lexicale entre ces deux figures et à l'échelle d'un territoire spécifique : le quartier.

2. Constitution du corpus

Pour mener à bien cette étude, nous avons effectué de multiples opérations sur des corpus dont il nous semble important de préciser brièvement les principales caractéristiques, en raison de la complexité de leurs implications sociales, spatiales et discursives. Les opérations sur lesquelles nous reviendrons dans un second temps sont la traduction de choix méthodologiques liés tant aux questions et hypothèses qui sous-tendent ce travail qu'au statut conféré aux corpus et à leurs caractéristiques.

2.1. Un corpus « recomposé » : présentation des corpus originaux

Le parcours expérimental repose sur un corpus de textes recomposé à partir de quatre autres corpus aux contextes d'énonciation différents : trois corpus de presse (nationale, régionale et associative) et un corpus constitué des retranscriptions de séances plénières de quatre conseils citoyens toulousains.

Tous ces corpus partagent un ancrage territorial à la fois physique et symbolique, celui du quartier. Cet ancrage territorial implique de prendre des précautions quant au périmètre lexical ici analysé. Si l'habitant est par « nature » plus volontiers associé à un territoire donné, cette caractéristique doit aussi s'appliquer ici au citoyen : il est interrogé dans une dimension « localisée » ou tout du moins en résonance avec des enjeux publics inscrits dans une

¹ Gouvernance et participation : une approche communicationnelle des dispositifs participatifs en contexte local. Le cas des conseils citoyens, de la presse associative de quartiers et des indicateurs de bien co-élaborés avec les habitants. Sous la direction de Pascal Marchand, LERASS, Thèse soutenue en février 2019.

territorialité particulière, celle du quartier, du micro-local au national. Localisation et territorialisation constituent ainsi une des caractéristiques centrales de ces corpus de textes. Nous verrons cependant que ce tropisme n’implique pas nécessairement l’oblitération de causes ou problèmes publics plus généraux.

Le premier corpus, quantitativement le plus conséquent, est composé d’articles extraits² de titres de presse quotidienne nationale (*L’Humanité*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro* et *La Croix*) à partir des mots-clés suivants : « banlieue(s) », « quartier(s) », « cité(s) », « HLM », « ZUS ». Il comporte 18 920 articles, 17 377 462 occurrences. La période couverte, que nous avons voulu la plus large possible, va de novembre 1990 à octobre 2015. Si l’amplitude de l’intervalle varie d’un titre à l’autre en fonction de la disponibilité des éditions les plus anciennes sur internet, elle embrasse *a minima* une période de 10 ans. Ce corpus a permis d’appréhender les cadrages médiatiques dominants du quartier, de ses enjeux et de ses occupants au niveau national.

Le deuxième corpus est composé d’articles extraits de l’édition toulousaine du quotidien régional *La Dépêche du Midi*, il contient 4059 articles (67 647 segments de texte, 2 393 241 occurrences) répartis sur une période allant de mai 1998 à septembre 2015. Ce corpus a permis de mettre en évidence les cadrages médiatiques du quartier et de ses occupants principalement mobilisés par ce titre de presse locale monopolistique (Bousquet et Smyrnois, 2013), tout en s’intéressant aux asymétries de traitement, en fonction des caractéristiques socio-spatiales des différents quartiers toulousains.

Le troisième corpus contient quant à lui les éditions de dix titres de presse associative de quartier toulousaine, soit au total 633 éditions de journaux de quartiers³, chaque édition correspondant à un texte, soit 2 587 668 occurrences. Les bornes chronologiques de ce corpus fluctuent également considérablement d’un titre à l’autre, en fonction de la possibilité d’acquérir ces textes en édition numérique et/ou de la cessation des parutions de certains de ces titres associatifs. L’intervalle le plus large couvre une période allant de 1994 à 2016 (soit 22 ans de parution), le plus restreint va de 2006 à 2009 (soit 3 ans de parution). L’ancrage territorial de ces titres présente un clivage propre aux catégories de l’action publique, entre quartiers inscrits ou non à la géographie prioritaire de la Politique de la ville⁴. Deux types de producteurs se distinguent, les associations d’habitants proches de l’éducation populaire et les associations d’habitants insérées dans un dispositif de concertation que l’on désigne couramment comme la démocratie locale : les comités de quartiers.

Enfin, le dernier corpus contient les retranscriptions de séances plénières de quatre conseils citoyens toulousains⁵, sur une période de six mois (2015-2016). Il est donc oral et multi-énonciatif. Les conseils citoyens sont associés à la mise en œuvre, l’élaboration et l’évaluation du contrat de ville. Ce dernier correspond à une opérationnalisation locale de la Politique de la ville à partir de la définition d’axes ou thèmes prioritaires. Les textes qui

² L’extraction a été effectuée grâce au logiciel *Gromoteur* (Gerdes, 2014) et l’application *Seoquake*.

³ Les Coursives d’Empalot, Reynerie Miroir, La Gazette des Pradettes, La Gazette des Chalets, Les Echos de Raugeuil, Candie, Bavard et Pipelettes, 7 notre quartier, La lettre du CQB (Comité de Quartier de Borderouge) et Canal Infos.

⁴ Le critère d’inscription à la géographie prioritaire étant le niveau de revenu moyen par habitant, il recouvre des dimensions socio-économiques et territoriales.

⁵ Les conseils citoyens des quartiers Bellefontaine-Milan (CCBM), de Reynerie-Mirail-Université (CCRM), Trois-Cocus La Vache (CCTCLV) et Soupetard La Gloire (CCSG).

composent ce corpus correspondent aux 15 948 prises de paroles (on compte en moyenne une quinzaine de locuteurs par séance), soit un total de 423 088 occurrences.

2.2. Méthode de recomposition : le recours aux Types Généralisés (TGen)

Pour permettre une comparaison des contextes lexicaux associés aux formes « citoyen » et « habitant » dans ces corpus, nous avons eu recours à la méthode des Types Généralisés (Tgen) (Lamalle et Salem, 2002), implémentée dans le logiciel d'analyse statistique de données textuelles IRaMuteQ (Ratinaud et Dejean, 2009).

Le Tgen est défini par Lamalle et Salem (2002) comme un « *ensemble d'occurrences sélectionnées parmi les occurrences du texte* » (p.404). Ce faisant, la constitution de ce répertoire permet de disposer d'un type d'unité lexicométrique autre que les formes ou les segments de texte, spécifiquement lié à une expérimentation menée pour objectiver un phénomène perçu par le chercheur mais difficile à appréhender avec précision.

En outre, le choix de cette méthode repose sur la volonté d'une part de disposer d'un critère d'homogénéisation, compte-tenu de l'hétérogénéité des corpus originaux, permettant d'isoler ponctuellement les objets discursifs étudiés. D'autre part, il s'agit aussi d'effectuer un échantillonnage le plus précis et le moins ambigu possible. Nous avons ainsi constitué deux répertoires, par parenté lexicale et sémantique, comportant les formes suivantes :

- **répertoire habitant** : « habitant » (1726 occ.), « habitants » (14 809 occ.), « habitante » (605 occ.), « habitantes », (110 occ.), et « habitans » (2 occ.), « habitan » (1 occ.) lorsque les corpus comportaient la présence de ces variantes graphiques (« coquilles »).

- **répertoire citoyen** : « citoyen » (1080 occ.), « citoyens » (2042 occ.), « citoyenne » (556 occ.), « citoyennes » (165 occurrences), « citoyenneté » (743 occ.), « citoyennetés » (**1 occ.**)⁶, et « citoyennete » (3 occurrences), « citoyennété » (1 occurrence), lorsque ces « coquilles » étaient présentes dans les corpus.

Puis, ces répertoires ont été appliqués à chacun des corpus. IRaMuTeQ permet, à partir de la fonctionnalité du « concordancier », de construire des sous-corpus composés des segments de textes comportant l'un des termes des répertoires.

Enfin, pour appréhender la diversité des contextes d'apparition et observer de potentielles zones de convergence inter-corpus nous avons fait le choix de regrouper tous ces sous-corpus au sein d'un seul. Nous avons cependant veillé à conserver des variables illustratives qui permettraient par la suite d'identifier les biais liés à l'hétérogénéité des contextes d'énonciation.

Les variables conservées pour les analyses sont les suivantes : *source_ ; *année_ ; *mois_ *corpus_ ; *Tgen_ ; *TGeNcorpus_ ⁷.

⁶ A rebours des discours qui cherchent à mettre à jour une citoyenneté plurielle (Carrel & Neveu, 2014), des « citoyennetés », l'essentialisation de LA citoyenneté est ici particulièrement flagrante.

⁷Cette dernière variable est composite, elle permet de tester conjointement les variables « corpus » et répertoires « Tgen ».

3. Caractéristiques statistiques du corpus et méthodologie d’analyse

Ce corpus recomposé grâce à la méthode des TGen contient au final 20 545 segments de textes, 762 458 occurrences de 24 799 formes. Le graphique ci-dessous détaille la part en pourcentage de chaque corpus sur le total des segments.

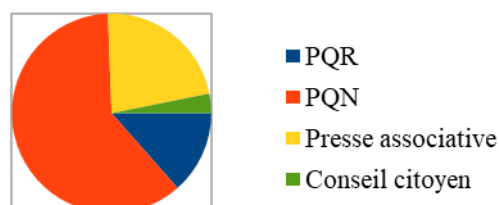


Fig.1 : Proportion des segments par type de corpus (en %)

La part quantitativement la plus importante est occupée par des segments issus de la PQN, suivie par la presse associative de quartier. On peut noter l’apport minime du corpus des conseils citoyens. Ces apports inégaux sont relativement cohérents au regard de la taille respective de chacun des corpus dont ces segments sont extraits.

Après lemmatisation, les formes actives les plus présentes dans le corpus sont : « habitant » (17140 occ.) ; « quartier » (6129 occ.) ; « citoyen » (3843 occ.) ; « ville » (2439 occ.) ; « association » (1692 occ.). Ces premiers éléments quantitatifs permettent d’ores et déjà de souligner la prédominance de la figure de l’habitant à ce niveau d’observation, associé à une territorialité urbaine fortement localisée. Dans cet environnement, les associations en tant qu’acteur du local sont surreprésentées. Ce tropisme est notamment lié à l’apport de la presse associative de quartier, véritable miroir du dynamisme associatif sur ces territoires.

Pour observer les phénomènes de convergence et de divergence lexicale nous avons fait le choix de recourir à plusieurs analyses statistiques implémentées dans le logiciel IRaMuTeQ : l’Analyse de Similitude (Flament, 1981 ; Vergès et Bouriche, 2001 ; Flament et Rouquette, 2003), l’indice de distance intertextuelle (Labbé et Labbé, 2003 ; Marchand et Ratinaud, 2017) et la Classification Hiérarchique Descendante (Reinert, 1983, 2008 ; Ratinaud et Marchand, 2015 ; Marty, 2015). L’analyse de similitude a été mobilisée pour sa capacité à restituer sous forme de cartographie des « espaces lexicaux » communs, fondés sur un calcul de co-occurrence. *A contrario*, les deux autres analyses ont été utilisées pour appréhender des phénomènes de divergence, dissemblance et/ou différenciation lexicale, que la conservation des variables illustratives mentionnées plus haut permet d’interpréter.

4. Une convergence polarisée : le poids de l’action territoriale projective

Pour percevoir les apports de chacun des répertoires Tgen à ces espaces lexicaux, nous avons réalisé une analyse de similitude qui associe au calcul de cooccurrences la variable « Tgen ». Les formes « habitant », « citoyen », « quartier », « association » et « ville », très fréquentes (cf. supra), ont tendance à polariser considérablement les réseaux de cooccurrence et nous avons décidé de les retirer de cette analyse. Il convient néanmoins d’en considérer l’importance dans cet environnement. Le répertoire « citoyen » est matérialisé par la couleur verte, le répertoire « habitant » par la couleur orange. En bleu, les communautés qui ne sont pas significativement corrélées à l’un ou l’autre de ces deux répertoires.

Cette analyse présente un triple intérêt. Elle fournit une clé de lecture de grands espaces lexicaux, elle permet de confirmer une des modalités de convergence entre les répertoires « habitant » et « citoyen », puis elle livre plusieurs indications quant aux potentielles « chasses gardées lexicales » des deux répertoires.

4.1. Un environnement local traversé d'enjeux publics

Ces réseaux de cooccurrence offrent un panorama de la densité des espaces lexicaux auxquels « citoyen » et « habitant » sont particulièrement associés dans les corpus. Plusieurs grands pôles se dessinent autour d'éléments relatifs au contexte urbain de l'étude et aux enjeux politiques et sociaux qui y prédominent. On retrouve ainsi des communautés importantes structurées autour des nœuds lexicaux : « grand » et « projet » à « mettre » en « place », « maire » et « commun(e) », échos directs à la gouvernance territoriale ; « citoyenneté », « social », « politique » et « public » en référence aux enjeux politiques et sociaux (« logement », « travail », « vie »), communautés auxquelles on peut ajouter celle qui s'articule à la forme « france », qui semble relever de considérations plus identitaires. Une autre communauté conséquente s'agence autour de la forme « jeune », liée à un topos plus sécuritaire. De façon plus ténue, on retrouve des évocations de la quotidienneté et de la « famille » environnées par les formes « local » ou encore « proximité ».

4.2. Le projet concerté : entre politisation de l'habitant et dépolitisation des phénomènes de violence

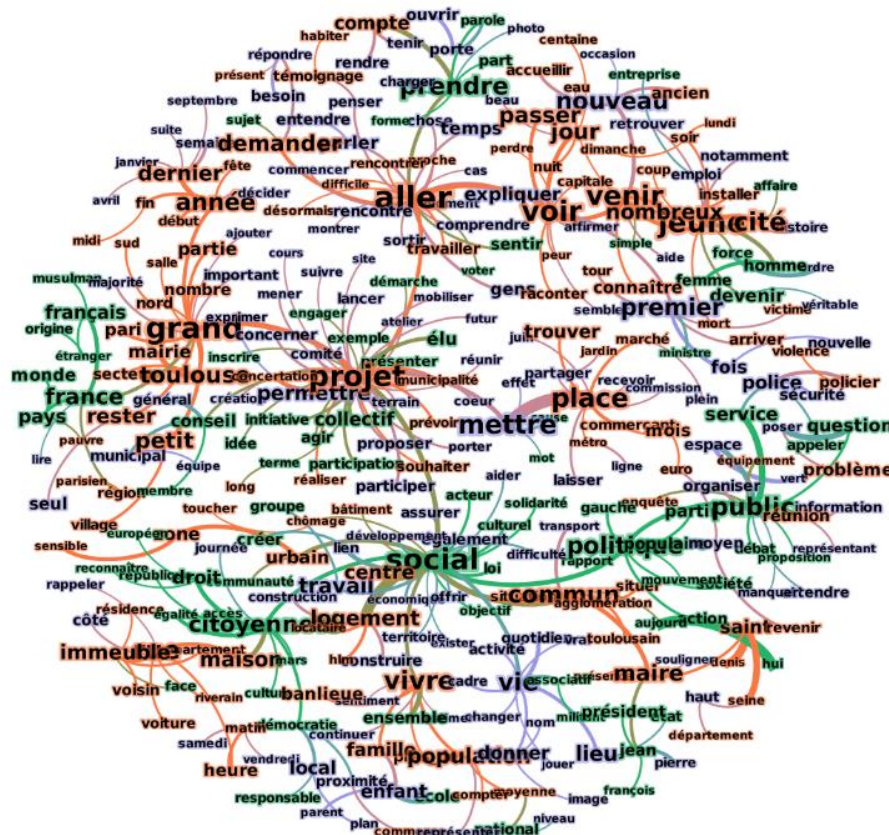


Fig.2 : Analyse de Similitude associée à la variable « Tgen » (IRaMuTeQ et Gephi)

Les espaces lexicaux liés à la « citoyenneté », aux « droits » qui y sont associés, au « social », au « politique », aux « service(s) » « public(s) » et aux enjeux nationaux voire identitaires (« France », « vote », « français », « école », « démocratie », « étranger », « origine », « monde ») sont nettement associés au Tgen « citoyen ». *A contrario*, à l’habitant reviennent principalement la vie quotidienne, les institutions politiques locales, l’habitat...à deux exceptions de près : le(s) « projet(s) » ainsi que les phénomènes liés à la violence urbaine, environnement dans lequel le « jeune » apparaît comme une figure prépondérante. Un clivage net s’observe ici : le citoyen, figure générique du substrat politique républicain demeure bien associé à des droits, valeurs ainsi qu’à des enjeux politiques nationaux et identitaires. L’habitant reste quant à lui une figure de la vie quotidienne localisée.

Une ligne de convergence s’observe cependant autour de la forme « projet ». Le « projet » politique, urbain, associatif est un nœud lexical principalement associé au répertoire de l’habitant mais autour duquel gravitent des formes plus corrélées à la modalité « citoyen », ou peu corrélées à l’un ou à l’autre des répertoires. Cette observation tendrait à confirmer l’hypothèse formulée initialement selon laquelle les nouvelles formes de l’action publique, animées par la mise en œuvre de projets plus ou moins collaboratifs, sont un opérateur de « brouillage » ou de transformation des rôles sociaux attribués à l’habitant et au citoyen. Par le biais des dispositifs de concertation et de participation, ces modalités de l’action publique institutionnaliseraient une forme labile de participation politique faisant appel tantôt aux compétences sociales de l’habitant, tantôt à celles du citoyen.

En outre, on peut se demander si l’association des enjeux liés à la violence urbaine ou au topos sécuritaire – particulièrement prégnants dans la PQN et la PQR – au répertoire de l’habitant ne serait pas le signe de leur dépolitisation, par « fait-diversification » médiatique (Turpin, 2015).

5. Une interconnexion imparfaite : « chasses gardées » de l’habitant et du citoyen et poids des conditions d’énonciation

Nous avons vu qu’il existait des différences considérables s’agissant des contextes lexicaux d’apparition des Tgen « habitant » et « citoyen ». Cependant en l’état, il s’avère délicat d’affirmer quelle est la variable déterminante pour expliquer ces différences. Ensuite, il reste à caractériser les « mondes lexicaux » ou univers thématiques qui permettraient véritablement de dessiner les contours d’un périmètre de représentations heuristique. L’indice de distance intertextuelle fournit des clés d’interprétation intéressantes pour cerner des éléments préliminaires de dissemblance.

5.1. Le poids des conditions d’énonciation

Les deux arborescences ci-dessous matérialisent les distances intertextuelles selon que l’on s’intéresse à la variable source (à droite) ou à la variable composite « corpusTgen » (à gauche) :



Fig. 3 et 4 : Arbres de distance intertextuelle, variables « CorpusTgen » (gauche) et « Source » (droite)

Les distances intertextuelles quant à la variable « corpusTgen » rendent compte d'un effet déterminant des types de discours : les discours médiatiques figurent sur une extrémité de l'arborescence tandis que les discours oraux des conseils citoyens se positionnent à l'opposé. Cette dissemblance est confirmée par la seconde arborescence spécifiquement appliquée aux sources. Toutefois, lorsque l'on s'intéresse plus particulièrement aux discours médiatiques, la variable « Tgen » semble surdéterminer la variable « corpus » : les répertoires « habitant » et « citoyen » issus de la PQR et de la PQN ne sont pas rassemblés en fonction des corpus d'appartenance, mais en fonction des répertoires alors que les deux répertoires de la presse associative restent bien différenciés par l'arborescence. Les habitus journalistiques et effets de cadrages plus stabilisés dans la presse traditionnelle, locale ou nationale, pourraient expliquer cette ressemblance particulièrement prononcée.

Ces distinctions s'avèrent particulièrement utiles pour interpréter avec précaution les différents « mondes lexicaux » auxquels renvoient les objets discursifs « habitant » et « citoyen » en contexte local. Nous les analysons ici de façon plus détaillée en recourant à la Classification Hiérarchique Descendante.

5.2. Les « mondes lexicaux » distincts, entre essentialisme et activation locale de la citoyenneté

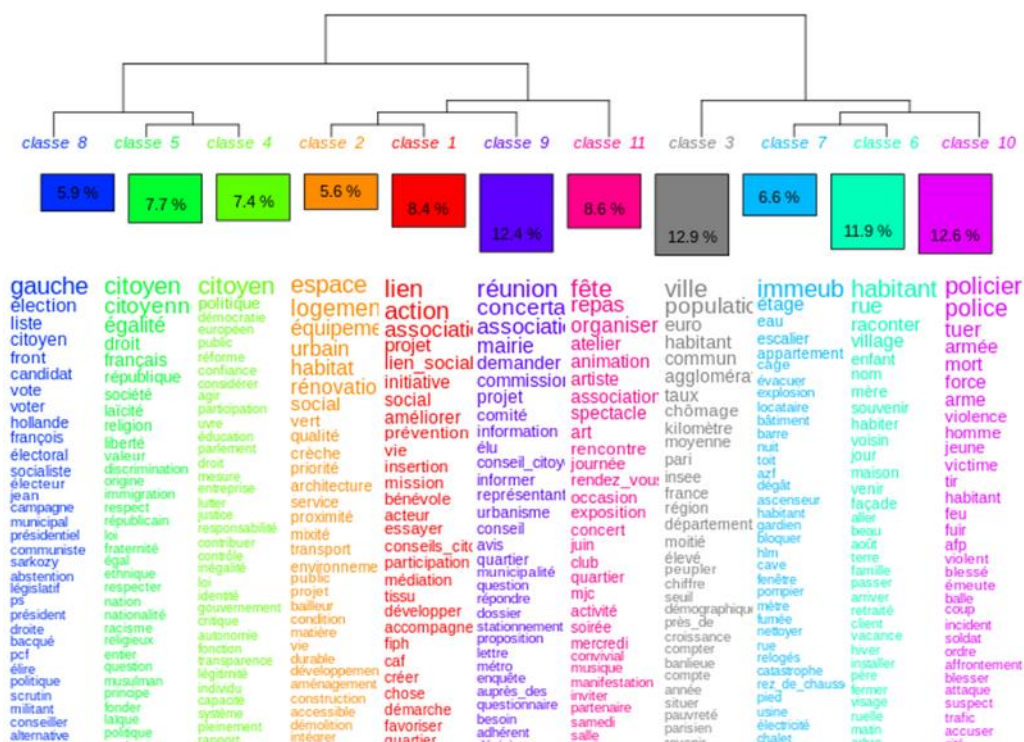


Fig.5 : Classification Hiérarchique Descendante (méthode Reinert) en 11 classes terminales (IRaMuTeQ)

Cette Classification Hiérarchique Descendante représente 11 classes lexicales regroupées en trois sous-ensembles. Ce dendrogramme préfigure selon nous une zone en « clair-obscur » dans laquelle l’habitant et le citoyen ont tendance à s’entremêler mais aussi les « chasses gardées » de chacune de ces deux figures.

Le premier sous-ensemble à se détacher comporte une classe qui renvoie principalement à des données analytiques socio-spatiales, objectivées et catégorisées (« taux », « chômage », « population ») (classe 3). Elle se distingue des trois autres classes de cet ensemble qui sont relatives à des descriptions et récits – qui peuvent prendre la forme de témoignages (classe 6) – de difficultés de la vie quotidienne, catastrophes (« AZF ») ou faits divers qui ont essentiellement eu lieu, dans des quartiers d’habitat dits « sensibles » (classe 7). La classe 10 est ainsi particulièrement caractéristique du traitement médiatique des faits de violences ou de délinquance en contexte urbain (« police », « policier », « arme », « tir », « mort »).

A gauche, trois classes renvoient nettement à une essence stabilisée de la citoyenneté, caractérisée par l’exercice électoral (classe 8), un ensemble de valeurs (classe 5) et le statut du citoyen (classe 4). Au centre du dendrogramme, quatre classes lexicales semblent plus associées à une version localisée de la citoyenneté, entre rénovation urbaine (classe 2), « lien social », projet associatif, participation citoyenne (classe 1), démocratie locale (classe 9) puis convivialité et dynamisme du « vivre-ensemble » (classe 11).

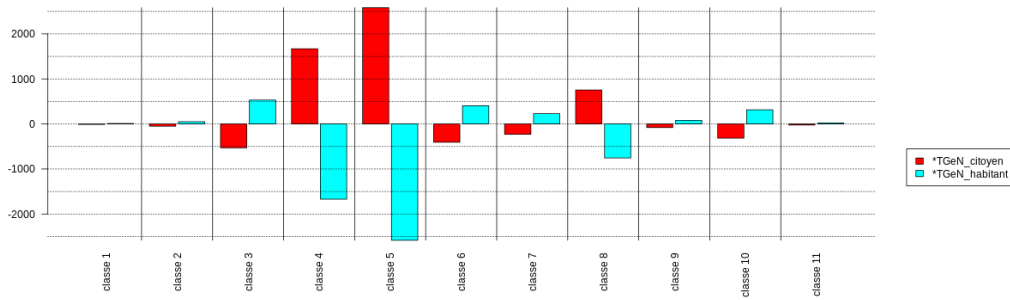


Fig.6 : Chi2 de liaison des modalités de la variable « Tgen » aux classes lexicales (IRaMuTeQ)

Ce graphique construit grâce à l'indice du *Chi2* permet de mettre en évidence la corrélation de la variable « Tgen » aux classes lexicales. Si la modalité « citoyen » est particulièrement corrélée aux classes 4, 5 et 8, la modalité « habitant » est quant à elle plus sensiblement significative des classes 3, 6, 7 et 10. Au citoyen, le jeu politique, les valeurs démocratiques, républicaines et sociales, à l'habitant le statut administratif de données statistiques, d'occupant des espaces et de témoin d'une événementialité urbaine potentiellement dramatique.

Entre ces deux mondes, la zone construite autour des activités associatives, de la démocratie locale et de la participation citoyenne (classes 1, 2, 9 et 11) occupe une place intermédiaire dans laquelle l'indice de corrélation n'est que peu voire pas significatif. Vivre-ensemble, « lien social », participation citoyenne et démocratie locale sont ainsi des moteurs d'activité du local dans lequel les figures du citoyen et de l'habitant se trouvent entremêlées.

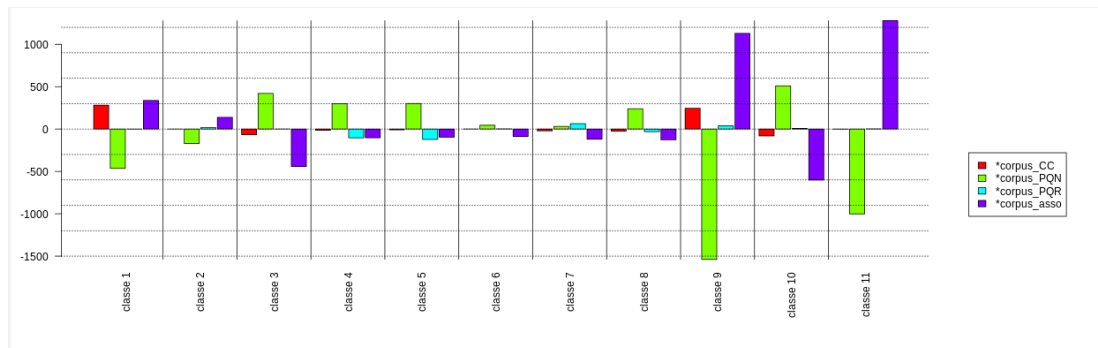


Fig.7 : Chi2 de liaison des modalités de la variable « corpus » aux classes lexicales (IRaMuTeQ)

L'analyse de l'indice de corrélation de la variable « corpus » vient attester que ces mondes lexicaux ne sont pas proprement artéfactuels dans la mesure où sa distribution ne recoupe pas parfaitement celle de la variable « Tgen ». La presse quotidienne nationale privilégie cependant le traitement les mondes lexicaux de la citoyenneté, valeur fondamentale de la république, des phénomènes de violences urbaines et des grands registres statistiques des politiques publiques urbaines, tandis que les conseils citoyens et la presse associative de quartiers investissent plus nettement les mondes lexicaux liés à la concertation, la participation citoyenne et les activités socio-culturelles.

En d'autres termes, les différents niveaux de contextualisation médiatiques ont certes un poids déterminant quant aux cadrages observables des figures de l'habitant et du citoyen mais ils ne sont cependant pas les seuls facteurs explicatifs. Les spécificités des actions citoyenne ou

habitante au niveau local semblent entraîner un glissement ou un rapprochement des rôles sociaux, normés par « le lien social » et le « vivre-ensemble » et animés par les dispositifs de concertation ainsi que l’action associative territorialisée.

6. Synthèse et ouverture

Dans notre travail de thèse, nous avançons l’idée que les mutations des modes d’administration des territoires – sous forme d’une gouvernance collaborative et projective (Jaillet-Roman, 2002 ; Michaux, 2018) – les impératifs participatifs (Blondiaux et Sintomer 2002) et de durabilité (Génard et Neuwels, 2016) avaient tendance à encourager le recours à l’expertise des usagers (Nez, 2011), sans que ne soit légalement délimité le périmètre de ce recours. Ce phénomène contribuerait à brouiller la répartition du pouvoir social des agents (Beauvois, 2005). Du côté des usagers cette agentivité resterait labile (Talpin, 2016), fluctuante au gré des expérimentations. Souvent non rémunérée, par désignation, tirage au sort (etc.), la contribution des usagers aux dispositifs participatifs concourt à octroyer une forme nouvelle de responsabilité politique à l’habitant sans pour autant qu’un réel « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) ne devienne opposable ou n’offre des garde-fous à l’instrumentalisation politique.

A l’issue de ce parcours expérimental entre convergence et divergence lexicale, nous pouvons confirmer l’hypothèse d’une transformation des représentations de la citoyenneté liée à un élargissement du périmètre des compétences sociales tant de l’habitant que du citoyen. Il semble se trouver au niveau des registres de l’action et de l’injonction participative. La gouvernance des « territoires de projets » (Noyer et Raoul, 2011) et le travail associatif semblent encourager une activité citoyenne et habitante, en faveur de la solidarité, du dynamisme économique, culturel et de la concertation. Ces actions semblent dirigées vers les horizons normatifs assez consensuels et peu formalisés du « lien-social » et/ou du « vivre-ensemble ».

Le poids des conditions d’énonciation et des cadrages médiatiques mérite cependant d’être souligné car nous avons pu voir qu’ils déterminent dans une certaine mesure, une prédilection pour des mises en sens spécifiques. S’il n’est pas étonnant que les contre-récits médiatiques de la presse associative tendent à évacuer la « fait-diversification » des violences, il est plus contre-intuitif de les voir s’éloigner du registre des valeurs citoyennes. L’accès aux droits, la lutte contre les discriminations sont en effet des éléments travaillés par certains titres du corpus associatif. Un retour méthodologique à la finesse cotextuelle et contextuelle intra-corpus, peut contribuer à clarifier ces investissements différenciés et signale les limites de cette analyse inter-corpus.

Références

- Bacqué M.-H. et Gauthier M. (2011). Participation, urbanisme et études urbaines. Quatre décennies de débats et d’expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S.R. Arnstein. *Participations*, 2011/1(1) : 36 à 66. <https://doi.org/DOI.10.3917/parti.001.0036>
- Beauvois J.-L. (2005). *Les illusions libérales, individualisme et pouvoir social. Petit traité des grandes illusions*. Presses Universitaires de Grenoble.

- Blondiaux L. et Sintomer Y. (2002). L'impératif délibératif. *Politix*, (57) : 17 -35. <https://doi.org/10.3406/polix.2002.1205>
- Bousquet F. et Smyrnois N. (2013). L'information en ligne et son territoire : positionnement comparé entre *un pure player* départemental et un quotidien régional. In Noyer, Pailliar et Raoul, *Médias et territoires. L'espace public entre communication et imaginaire territorial*. Presses Universitaires du Septentrion.
- Carrel M. et Neveu C. (2014). *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*. Karthala.
- Flament C. et Rouquette M.-L. (2003). *Anatomie des idées ordinaires : comment étudier les représentations sociales*. Paris : Armand Colin.
- Flament C. (1981). « L'analyse de similitude : une technique pour les recherches sur les représentations sociales ». *Cahiers de Psychologie Cognitive/Current Psychology of Cognition*.
- Genard J.-L. et Neuwels J. (2016). Le développement durable comme objet de transactions. Les politiques urbaines en région bruxelloise. *SociologieS* [en ligne], Dossiers Espaces et transactions sociales. Consulté à l'adresse <http://journals.openedition.org/sociologies/5378>
- Jaillet-Roman M.-C. (2002). De la généralisation de l'injonction au projet. *Empan*, no45(1) : 19-24.
- Labbé C. et Labbé D. (2003), « La distance intertextuelle », *Corpus* (2) : 95-117.
- Lamalle C. et Salem A. (2002), « Types généralisés et topographie textuelle dans l'analyse quantitative des corpus textuels », *Actes des JADT'02* : 403-412
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Editions Anthropos.
- Longhi J. (2018). *Du discours comme champ au corpus comme terrain : Contribution méthodologique à l'analyse sémantique du discours*. Editions L'Harmattan.
- Marchand P. et Ratinaud P. (2017). Entre distinctivité et acceptabilité : Les contenus des sites Web de partis politiques. *Réseaux*, 204(4) : 71-95. doi :10.3917/res.204.0071.
- Michaux V. (2018). Stratégie territoriale: les impacts et les limites d'un cadre participatif « incitatif-coercitif ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Janvier (1): 33-60. <https://doi.org/10.3917/reru.181.0033>
- Nez H. (2011). Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. *Sociologie*, 2(4) : 387-404.
- Noyer J. et Raoul B. (2011). Le « travail territorial » des médias. Pour une approche conceptuelle et programmatique d'une notion. *Études de communication*, (37) : 15-46.
- Pleyers G. et Capitaine B. (2016). *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris: Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Reinert M. (1983). Une méthode de classification descendante hiérarchique. Application à l'analyse lexicale par contexte. *Les Cahiers de l'analyse des données*, 8(2) : 187-198.
- Reinert, M. (2008). Mondes lexicaux stabilisés et analyse statistique de discours. *Actes des 9e Journées internationales d'Analyse statistique des données textuelles (JADT)*. Consulté à l'adresse <http://lexicometrica.univ-paris3.fr/jadt/jadt2008/pdf/reinert.pdf>
- Talpin J. (2016). Améliorer le quartier ou changer la société ? À propos de deux expériences contrastées de community organizing à l'échelle californienne. *Mouvements*, 1(85) : 129-137.
- Turpin B. (2015). Regards croisés sur la banlieue et ses grands ensembles : Analyse discursive de quatre quotidiens français : Le Figaro, Le Monde, Libération et Le Parisien. In Carpenter et Horvath, *Regards croisés sur la banlieue*. P.I.E. Peter Lang.
- Vedel T. (2000), www.democratie locale.fr, *Hermès la revue*, 2000/1 (26-27) : 247-262